

Un chef historique du 1^{er} novembre 1954 :

Hocine Aït Ahmed

Gilbert Meynier

Hocine Aït Ahmed - Si l'Hocine -, l'une des figures historiques les plus marquantes du combat entrepris par les Algériens pour se délivrer de la domination coloniale française, vient de nous quitter le 23 décembre 2015. Militant installé au Caire depuis le printemps 1952 - comme Mohammed Khider qui l'y avait précédé, et comme Ahmed Ben Bella qui s'y rendit peu après, il ne fit partie ni du groupe des 22 ni du comité des six. Mais il fut l'un des neuf «chefs historiques» du FLN qui rompirent avec la stratégie légaliste et conciliatrice des mouvements politiques algériens, y compris du leur, le MTLD -ce faisant, ils rompirent aussi avec la rage d'autodestruction de ce dernier. Cette rupture eut pour motif l'engagement activiste dans la lutte armée de libération, la *thawra*.

Aït Ahmed, est d'origine rurale, comme presque tous les chefs historiques. Un seul -Mourad Didouche- peut à la rigueur être considéré comme un citoyen de petite bourgeoisie commerçante¹ ; et, après Mourad Didouche, Si l'Hocine est le plus jeune des « chefs historiques » : en 1954 celui-ci a 28 ans et celui-là 27².

Il avait été de ceux qui avaient tôt préconisé au PPA l'institution d'une branche militaire, l'OS (Organisation Spéciale) pour préparer le combat émancipateur par les armes -le PPA étant interdit, cette organisation paramilitaire, clandestine, fut créée lors du congrès des 15-16 février 1947, qui entérina publiquement la voie politique légale du MTLD. Son premier responsable fut Mohammed Belououizdad. Frappé par la tuberculose³, il passa en novembre 1947 la main à Aït Ahmed, lequel dut céder la place à Ahmed Ben Bella en octobre 1949. On sait que l'OS fut démantelée fin 1950 par les services français. Au demeurant, elle n'avait alors, pas encore, l'efficacité qu'atteindrait l'ALN et elle n'eut à son actif guère autre chose qu'un *Kriegspiel* précurseur.

Si l'Hocine maîtrisait plusieurs langues : le kabyle -la langue maternelle de son terroir des Aït Yahya-, l'arabe⁴ -la langue de culture

¹ La famille possède une auberge et un *hammam* à Alger. Mais, originaire des Aghrib, au cœur de la Kabylie, installée à Alger au début du XX^{ème} siècle, elle était citadine de fraîche date : rien à voir avec la tradition de la vieille bourgeoisie *hadariyya* (d'ancienne citadinité).

² Il est né en 1926 et Mourad Didouche en 1927 alors que les sept autres chefs historiques ont, en 1954, entre 42 et 29 ans : par ordre chronologique, Mohammed Khider a 42 ans, Mostefa Ben Boulaïd 37, Ahmed Ben Bella 36, Rabah Bitat 29.

³ Il mourut début 1952.

⁴ Langue pour laquelle, notamment, la confiscation des biens *habūs*, accomplie en 1870, fut une menace.

classique des Algériens-, le français -la langue officielle coloniale, celle des écoles françaises⁵; et il maîtrisait aussi l'anglais... Selon le témoignage d'un journaliste égyptien que l'auteur de ces lignes a rencontré au Caire en 1988, parmi les dirigeants du FLN qu'il avait rencontrés en Égypte, Hocine Aït Ahmed était, avec le quasi-autodidacte Mohammed Khider, celui qui maîtrisait le mieux l'arabe⁶. Aït Ahmed était issu d'une haute lignée maraboutique de Kabylie ; et tout kabyle qu'il fût, il était une personnalité de haute culture islamo-arabe : issu d'une famille d'éminente culture attachée à la *ṭarīqa* Raḥmāniyya, il est le petit-fils du prestigieux *shaykh* Mohand Ou Lhocine (1836-1901), pour lequel les valeurs de sa société ne contredisaient pas le dogmatisme musulman, si même elles ne le surpassaient pas⁷. Ces données culturelles ont été superbement confirmées par la regrettée Nedjma Abdelfettah Lalmi dans son article « Du mythe de l'isolat kabyle »⁸ où elle prouve, entre autres, que c'est la Kabylie qui avait, en Algérie, au regard de la population, le plus grand nombre de *zāwiya*(s).

Le père de Aït Ahmed avait été nommé caïd par les Français, mais, semble-t-il, uniquement pour utiliser son nom, et, d'après les mémoires de son fils⁹, contre sa volonté. La place de caïd n'ajouta rien à sa notoriété. Pour lui, au contraire, le caïdat fut plutôt le signe d'un déclassement, ce qui dut être d'ailleurs l'objectif indirect de l'administration coloniale.

Dans le groupe des neuf chefs historiques de 1954, ce sont des traits de lignée familiale ou d'appartenance confrérique/maraboutique qui sont à la base de la notoriété de leurs élites dirigeantes : y culminaient, avec Hocine Aït Ahmed, Mohammed Boudiaf qui appartenait, lui, à la grande famille arabe de *jawād*(s) -l'aristocratie d'épée de l'Algérie précoloniale - des Boudiaf-Seddik de M'sila.

Pour cinq qui apportent à l'organisation politique indépendantiste (PPA-MTL, CRUA, et, enfin, FLN), il en est quatre qui, au contraire, lui doivent beaucoup : Didouche et Krim lui doivent presque tout ; Bitat et Khider lui doivent tout. Il reste que le profil social originel n'est pas toujours déterminant car le FLN se chargea en effet lui-même de -

⁵ En 1954, moins de 15 % des enfants algériens y étaient scolarisés.

⁶ Ce qui, lors d'une conférence que j'ai faite à Paris en 2009, a été contesté par le descendant d'une lignée prestigieuse des '*ulamā'* : « Impossible, c'est un Kabyle » !

⁷ On peut dire de Hocine Aït Ahmed qu'il était, du statut et du prestige, à la Kabylie ce qu'un Kamal Jumblatt fut à la montagne libanaise. Kamal Jumblatt (1917-1977) était le père de Walid Jumblatt (né en 1949). Chef de la communauté druze, il disposait d'une grande notoriété et d'un grand charisme.

⁸ In *Cahiers d'Études Africaines*, 2004, N° 175, p. 507-531.

⁹ Hocine Aït Ahmed, avec la collaboration de Maud Sissung, *Mémoires d'un combattant, -1/ L'esprit d'indépendance*, Paris : Sylvie Messinger, 1983, 236 p.

partiellement- structurer sa propre base sociale et de bâtir le statut de ses dirigeants. Car sous le militant, peut percer le bureaucrate. Mais, d'où qu'elle tire son origine, la notoriété de fait ou la notoriété à laquelle ils aspirent fait que ces hommes se sentent des talents. Ils jugent qu'ils ont atteint -qu'ils peuvent atteindre- un niveau tel qu'il est incompatible avec l'humiliation coloniale.

On l'a dit deux, seulement, Aït Ahmed et Khider, sont de bons arabisants, mais tous, à des degrés divers, sont des produits de l'école française ; et, outre l'école, les neuf sont acculturés à la française par l'insertion dans les rouages coloniaux -économiques, militaires, ou bureaucratiques.

Du point de vue socioculturel, Boudiaf et Aït Ahmed sont à plusieurs coudées au-dessus des autres. Et -s'en étonnera-t-on ?-, ils ont un sens politique, une vision d'ensemble de reconstitution de la société algérienne pour les lendemains de l'indépendance. Parmi les livres de chevet de Aït Ahmed, Juvénal, Tagore, Si Mohand, Clausewitz... Lui - et aussi Larbi Ben M'hidi- sont des passionnés de l'histoire des nations (l'Irlande, la France de la Révolution française...) et aussi des cinéphiles enthousiastes. Politiquement, Aït Ahmed est plutôt un jacobin dans le sens ouvert du terme, en ce sens qu'il est un démocrate qui prône une Algérie telle que l'entendent les options du peuple : à la fois indissolublement unifiée, et respectant libertés et autonomies régionale. Il est aussi un laïque qui regarde avec méfiance les dévots '*ulamā*'. Il hait le militarisme, mais il a des vertus militaires. Ressortent son sens du concret et ses qualités d'organisateur. Ce talentueux rapporteur du Comité Central de Zeddine de fin 1948 déteste les « problèmes futiles » ; l'« atmosphère semi-orientale » l'agace¹⁰. Dans sa jeunesse militante, à Alger, ses préférences sont claires : le clan des intellectuels de Belcourt séduits par le docteur Mohammed Lamine Debaghine, plutôt que celui des plébéiens de la Casbah, issus du CARNA¹¹ et à la remorque des centralistes.

Pour l'ensemble de ses compagnons de l'OS qui rejoignirent le CRUA, puis le Comité des 22, il eut ce mot significatif : « Ils ont une éducation plus morale que politique ». Fort différent était Ben Bella, le type même du populiste. Tout en rondeur et en jovialité, il cultivait en lui une image d'homme de bonne volonté et bon enfant dans laquelle, dut-on penser, chaque Algérien pourrait se reconnaître.

En bref, Aït Ahmed et Boudiaf -et plus largement les neuf- épousent assez la masse algérienne pour la représenter, mais ils s'en distinguent suffisamment pour la diriger. Un point commun important les distingue de la génération de Messali Hadj -mais les rapproche des

¹⁰ Cf. Hocine Aït Ahmed, *Mémoires...*, op. cit.

¹¹ Comité d'Action Révolutionnaire Nord-Africain: groupement qui, pendant la guerre de 1939-1945, se fixa pour objectif la lutte armée avec l'aide des Allemands -il fut désavoué par le dirigeant du PPA, Messali Hadj.

centralistes : ils n'ont guère quitté l'Algérie. Que l'on compare avec un Messali qui passa les deux tiers de sa vie en France, fréquenta de près les dirigeants communistes français des années vingt, puis les trotskistes, eut une femme française, Émilie Busquant¹², fille d'un militant anarcho-syndicaliste des aciéries de Neuves-Maisons, à 10 km au sud de Nancy... Les neuf n'empruntent guère au mouvement ouvrier français que des modèles d'organisation, sauf peut-être à l'exception - relative- de Boudiaf et de Aït Ahmed.

On l'a dit, la culture arabe est, chez les neuf chefs historiques, faible, à deux exceptions près. De ce point de vue, ce sont de bons produits coloniaux. Leur origine sociale est diverse. Mais -un cas mis à part sous réserve d'inventaire, celui de Rabah Bitat- ils n'appartiennent pas aux séries les plus pauvres de la classe populaire rurale.

Pour ceux qui, à des degrés différents (Aït Ahmed, Boudiaf, Krim) viennent de familles dont des membres ont collaboré avec l'occupant, ou qui ont eux-mêmes un temps fait partie des rouages du pouvoir colonial (Ben Bella, ex-adjutant de l'armée française, élu en 1947 conseiller municipal -MTLD il est vrai- de Maghnia), n'y eut-il pas nécessité plus ou moins consciente de se laver des compromissions familiales et/ou personnelles ?

Les chefs historiques, à commencer par Hocine Aït Ahmed, tout ruraux qu'ils soient, ne proviennent en aucun cas des bas fonds du bled, même si leurs attaches sociales ne sont pas homogènes. Et pourtant ils représentent l'Algérie, toutes classes sociales confondues. Ce que l'historiographie ordinaire dénomme « nationalisme algérien » est, pour la société, un terrain d'émulation sur lequel se représentent des acteurs dont l'ensemble de la société juge la crédibilité. Ce sont donc des notables ruraux, mais peu ou prou frottés aux cités, d'origines diverses et plus ou moins en rupture de statut social, qui coupent court aux ambiguïtés longtemps entretenues par les autres composantes du mouvement indépendantiste.

Les chefs historiques, loin d'être seulement des héritiers du messalisme, s'en distinguent par leur plus grande endogénéité algérienne ; pour la plupart, mais pas pour tous, par la faiblesse de leur formation politique classique et la propension plus grande à traiter les questions sous un angle plus moral que vraiment politique. La différence sociale aide donc à expliquer les neuf mais elle ne suffit pas car ils ont des liens avec pratiquement tout le monde. La mémoire politique et la culture sont importantes, aussi, qui les constituent - c'était au premier chef le cas de Hocine Aït Ahmed.

Les noms qu'il a donnés à ses deux fils -Jugurtha et Ṣalāḥ al-Dīn- témoignent de ses positions tant morales que politiques -la liberté

¹² Au cimetière de Neuves-Maisons, on peut lire sur la plaque de sa tombe, « Ici repose Madame Messali », et rien d'autre.

des peuples conjugée avec une conscience rigoureuse, les unes et les autres me paraissant avoir été indissociables chez Aït Ahmed : Ṣalāḥ al-Dīn est celui à qui Dieu confère la victoire, et il connote en arabe la rigoureuse probité de la foi -et on rappellera que, au XII^e siècle, Ṣalāḥ al-Dīn Yūsuf fut le premier souverain de la dynastie ayyoubide, célèbre entre autres pour avoir repris Jérusalem sur les croisés en 1187 ; et aussi que le Cirtéen Jugurtha, fils de Micipsa et petit-fils de Massinissa - qui édifia une Numidie unifiée - voulut continuer son œuvre en l'affermissant et en paraisant sont unité. Affronté à la domination romaine qui eut *in fine* raison de lui, il fut fait prisonnier en 105 av. J.-C et il mourut à Rome en prison l'année suivante. Les valeurs premières de Sī Hocine étaient la liberté et la droiture de la foi -ceci dit, ses prises de position publiques dans son parcours furent exemptes de connotations religieuses communes, et il était aux antipodes de la bigotterie.

Et il faut rappeler qu'une telle figure engagée sans compromission pour l'indépendance de l'Algérie a adhéré à l'âge de 16 ans au PPA. Puis, il a, à la demande de Ouali Bennaï -mais non sans avoir réfléchi-quitté le lycée de Ben Aknoun¹³ au lendemain de la répression du 8 mai 1945 qu'il dénomme dans ses mémoires « l'insurrection de 1871 à rebours », cela un mois avant les épreuves de sa 2^{ème} partie de baccalauréat -avec quatre amis, il arrive le soir même à Tizi-Ouzou pour s'engager sur le terrain de la libération par les armes. Hocine Aït Ahmed fut un militant combattant de base : dirigeant de l'OS, pour lui trouver les ressources financières qui lui manquaient, il conçut et dirigea notamment, le 5 avril 1949, le hold up de la poste d'Oran¹⁴, avec Ben Bella -le rôle de ce dernier fut exagérément mis en valeur vu le contexte du pseudo complot berbériste contre lequel furent perpétrées des purges par la direction du MTLD. En octobre, Aït Ahmed, qui exaspérait notoirement Messali Hadj, se vit remplacé par Ben Bella à la tête de l'OS -un an plus tard, l'organisation, découverte par l'administration, fut réprimée et liquidée. De son côté, Mohammed Khider fut lui aussi accusé d'avoir été impliqué dans le hold up de la poste d'Oran. Étant un des cinq députés algériens MTLD à avoir été élu aux législatives de juin 1946, afin d'échapper à une levée d'immunité parlementaire et pour se tenir à l'écart des geôles françaises, en fin de mandat il gagna l'Égypte à la veille des législatives de juin 1951.

Aït Ahmed, condamné par contumace, et à deux doigts d'être arrêté, put, fin octobre 1951, quitter l'Algérie pour la France ; il réussit, grâce à des entraides militantes, à rester six mois à Paris qu'il découvrit dans l'enchantement. Fin avril 1952, via la Suisse, il finit lui aussi par gagner l'Égypte. Ben Bella, lui, avait été arrêté en mai 1950, jugé et condamné à huit ans de prison. En mars 1952, il réussit à s'évader de la prison de Blida et parvint lui aussi *in fine*, via la France et la Suisse,

¹³ Aujourd'hui lycée Mokrani

¹⁴ Il rapporta plus de trois millions de francs de l'époque.

à se réfugier en Égypte où il retrouva Aït Ahmed et Khider. A eux trois ils allaient constituer la délégation extérieure du FLN.

Aït Ahmed a été un nationaliste au sens large du terme : l'unité nationale engagée pour l'indépendance de l'Algérie était pour lui inséparable d'une vision d'ouverture et de dialogue. Algérien kabyle, il affirmait bien sûr son identité -algérienne/kabyle-, il était au fait de l'histoire sur le temps long et il aimait évoquer les héros/hérauts de l'histoire de l'Algérie et du Maghreb : des Berbères, de Massinissa et Jugurtha au *shaykh* El Mokrani, via Tacfarinas, la Kahena, Lalla Fatma N'Soumer..., mais aussi Kheireddine Barberousse, Salah Bey, l'Émir Abdelkader... Ceci dit, le nationalisme ne se réduisait pas pour lui au pré-carré algérien. Maghrébin, il se sentait, Maghrébin il était : s'il a été de ceux, parmi les quatre « chefs historiques » qui, avec Ahmed Ben Bella, Mohammed Boudiaf, Mohammed Khider et l'intellectuel Mostefa Lacheraf, se sont embarqués, le 22 octobre 1956, par avion de Rabat pour gagner Tunis, c'était pour participer à la conférence intermaghrébine de Tunis ; elle était organisée en partenariat entre les responsables du Néo-Destour, de l'Istiqlal et du FLN. Bourguiba tenait que soit entrepris un dialogue franco-algérien car il redoutait qu'une guerre atrocement irréversible soit pour les Algériens la seule solution pour parvenir à leur indépendance.

Cette opinion était largement partagée par le secrétaire d'État chargé des affaires marocaines et tunisiennes du gouvernement « socialiste » Guy Mollet, Alain Savary : né à Alger en 1918, ce fils d'un ingénieur des chemins de fer faisait partie d'une élite ouverte qui envisageait l'avenir de l'Algérie conduite par étapes vers une indépendance raisonnée au sein d'une fédération maghrébine. Or, on sait que, le 22 octobre 1956, l'avion fut détourné sur l'aéroport d'Alger sur ordre de l'armée française -à l'insu de, ou en connivence avec Guy Mollet ? Les quatre chefs historiques et Mostefa Lacheraf furent arraisonnés et emprisonnés plus de cinq ans durant - ils ne furent relâchés que lors de l'indépendance de l'Algérie. Le 22 octobre 1956, Alain Savary eut beau talonner Guy Mollet pour faire libérer les cinq Algériens, le président du conseil « socialiste » s'y refusa -A. Savary, la mort dans l'âme, démissionna de son gouvernement¹⁵ en le prévenant carrément qu'il avait opté pour la guerre... Pour l'historien, il est clair que cette tragédie du 22 octobre -qui fut le premier détournement d'avion de l'histoire- avait été conçue, et fut exécutée par l'appareil militaire français qui n'envisageait pas de solution autre qu'une triomphe par les armes sur la « rébellion » algérienne. La conférence de Tunis avorta, et les espoirs politiques qu'elle suscitait furent anéantis.

Or, dans les mémoires inédits du colonel Lakhdar Ben Tobbal, qui était à la tête de la wilāya 2 (Constantinois)¹⁶, est relatée l'attente

¹⁵ L'ambassadeur de France à Tunis, Pierre de Leusse, démissionna lui aussi.

¹⁶ Il avait succédé à Youssef Zighoud après sa mort en *shahid* le 25 septembre 1956. Les mémoires de Lakhdar Ben Tobbal ont été consultés grâce à Mohammed Harbi chez qui j'ai

fébrile au PC de la wilāya de ses cadres directeurs, l'oreille rivée au transistor pour savoir si les Français relâcheraient, ou non, les cinq Algériens écroués. Lorsqu'ils apprirent qu'ils ne seraient pas libérés, ce fut -incroyable mais vrai- la fête au PC de la wilāya. Dans l'attente et dans l'explosion finale de l'ivresse de joie, Ben Tobbal aurait alors fumé pas moins de sept paquets de Bastos. C'est que les politiques ne l'avaient pas emporté, l'ordre militaire avait le vent en poupe : symétriquement, les appareils armés, côté français comme côté algérien, même démonstrativement ennemis, étaient « unis entre eux comme le sont les nénuphars par leurs racines », selon la formule prêtée au regretté Jacques Berque. Symétriquement alliés, on pourrait dire de même de Hocine Aït Ahmed et de Alain Savary : l'un et l'autre ne partageaient-ils pas des qualités de négociateurs, de diplomates, de stratèges ?...

Au-delà du Maghreb, Hocine Aït Ahmed a eu très tôt une vision internationale des grandes questions du monde. Il a séjourné entre autres à New York, au Caire, il est resté six mois à Paris, il est passé par la Suisse..., en étant toujours au cœur du Tiers-Monde : il a été l'un des participants marquants de la conférence afro-asiatique des non-alignés de Bandoeng où il a été la voix de l'Algérie -avec Mohammed Yazid qui était à ses côtés, mais dont l'état de santé ne lui permit pas de participer activement à la conférence -et pourtant, c'est ce dernier qui est mentionné dans les interventions du représentant en Indonésie du FLN, Mohammed Larbi Demaghatrous, alors que Si Hocine ne l'est pas une seule fois.

J'ai, par l'entremise de mon ami Tahar Khalfoune, rencontré Hocine Aït Ahmed dans l'été 2001, à Lausanne : je l'avais prié de bien vouloir m'accorder un entretien alors que j'avais en chantier mon *Histoire intérieure du FLN*¹⁷ sur laquelle j'ai travaillé environ une décennie. Je l'avais déjà contacté au printemps 1984 lorsque, avec mon collègue et ami Ahmed Koulakssis, nous travaillions à notre livre sur l'émir Khaled qui fut publié en 1987¹⁸. Il nous répondit qu'il n'avait pas

pu les lire. Même si Mohammed a fait don aux archives nationales d'Algérie de ses quintaux de documents, ces mémoires ne sont toujours pas publiés.

¹⁷ *Histoire intérieure du FLN 1954-1962*, Paris: Fayard, 2002, 812 p. ; & Alger : Casbah Editions, 2004. J'avais conçu, avec mon éditeur, la première de couverture illustrée par des photos de responsables du FLN choisies pour démontrer un thème récurrent de mon livre : la suprématie montante, de 1954 à 1962, du militaire sur le politique, qui allait à l'encontre d'une directive majeure du congrès de la Soummam (20 août 1956). Ce pour quoi la photo de l'éminent politique Si Hocine n'y figure pas -j'ai appris par des amis que cette absence l'avait froissé. Je tiens à dire, quelques jours après qu'il nous a quittés, au lendemain de la cérémonie funéraire à laquelle je me suis rendu à Lausanne le 29 décembre 2015, que ce fut plus qu'une maladresse de ma part et que je regrette ce manquement malheureux.

¹⁸ *L'Émir Khaled, Premier za'im ? Identité algérienne et colonialisme français*, Paris : L'Harmattan, 1987, 379 p.

à ce propos de documentation susceptible de nous aider -j'ai gardé cette lettre qui est resté pour moi un document auquel je tiens, mais nous avons échangé au téléphone sur l'émir Khaled et, plus largement, sur les prolégomènes du nationalisme politique algérien.

Nous avons été, mon épouse Pierrette et moi, somptueusement reçus par Aït Ahmed une journée entière dans un restaurant haut de gamme, à Lausanne où il résidait quasiment en continu depuis le printemps 1966. Durant toute la journée, il répondit à mes questions et il me fournit nombre d'informations, pour moi essentielles, émanant d'un tel témoin d'envergure, et l'échange entre nous a été enrichissant sur le fond et la manière de traiter mon sujet.

En fin d'après-midi, il m'a finalement présenté un rapport qu'il avait préparé pour un congrès du FFS, et il m'a demandé de bien vouloir le lire et de lui donner mon avis. Je lui ai dit que je voulais bien lire son texte, que je le garderai en mémoire comme document historique. J'ai donc accepté, mais en lui faisant savoir, quelque peu embarrassé, que je ne me permettrais pas de lui donner des opinions sur le plan politique car il s'agissait là pour moi d'un document algérien qui regardait au premier chef les Algériens et leur vie politique, et non un Français. J'ai eu le sentiment qu'il approuva mon point de vue, et même qu'il m'en fut reconnaissant. Il me pria alors de lui donner mes impressions simplement sur la rédaction et le style de son texte. Je lui répondis que je n'avais aucune observation à faire tant son français était de qualité et son écriture impeccablement claire¹⁹.

Pour terminer, on ne pourra que redire la place et le rôle de Hocine Aït Ahmed, haute figure de la lutte de libération anticoloniale algérienne. Issu du terroir, mais d'une famille de l'élite kabyle, d'une culture étendue, il fut jusqu'au 22 octobre 1956 une figure clé de l'Algérie -mais il joua ultérieurement un rôle non négligeable du fait des contacts qu'il continua à avoir au travers des grilles et des murs de la prison de la Santé, puis du fort Liédot, des châteaux de Turquant et finalement d'Aulnoy. On signalera simplement le rôle qu'il eut, en 1957-1958, dans la constitution du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne -le premier GPRA, présidé par Ferhat Abbas, fut mis sur pied le 19 septembre 1958²⁰. Ceci dit, Hocine Aït Ahmed a été

¹⁹ J'ai pu alors comparer cet échange avec l'entrevue j'avais pu obtenir fin août 1964 avec le président Ben Bella. Quand je lui ai demandé *in fine* comment il définissait cette identité algérienne dont il était souvent fait mention *coram populo*, il m'a rétorqué simplement que c'était l'islam et la langue arabe. Je me suis permis de lui faire remarquer qu'il en allait de même pour le Maroc, la Tunisie, la Libye, l'Égypte, la Syrie... Quelque peu pris de court, il m'a dit qu'il ne pouvait pas prolonger l'entretien du fait d'autres de ses obligations.

²⁰ Furent « ministres d'État » les dirigeants du FLN prisonniers : Hocine Aït Ahmed, Ahmed Ben Bella, Mohammed Boudiaf, Mohammed Khider, et Rabah Bitat -ce dernier avait été arrêté en mars 1955 quand, on l'a dit, les quatre premiers l'avaient été le 22 octobre 1956.

dans son parcours à mille lieux des réseaux claniques entremêlés sur le terrain de la lutte armée qui aboutirent au système politique de l'Algérie indépendante : Hocine Aït Ahmed était un démocrate dont on comprend qu'il ait été tôt éliminé, peu après l'indépendance, du système de pouvoir autoritariste, militaro-maffieux et obscurantiste qui fut le nid idéologique réactionnel du FIS et plomba lourdement durant plusieurs lustres l'Algérie libre -quelques indices laissent espérer qu'elle pourra peut-être s'en relever dans les années qui viennent, si le destin le veut...

Annexe : lettre de Hocine Aït Ahmed à Gilbert Meynier, 25 avril 1984

Pully Le 25-4-84

Mr. G. Meynier
 Professeur d'histoire contemporaine,

Cher monsieur,

Je vous remercie beaucoup pour votre lettre que j'ai lue à Paris lors de mon récent passage et pour la critique dont vous avez gratifié ma publication.

Je serais heureux de vous recevoir ici ainsi que votre collaborateur, il suffirait de m'écrire une simple lettre à l'adresse ci-dessous; je dois vous avouer que je ne dispose pas de connaissances ni de documentation particulières concernant l'Émir Khaled; il y a très peu de choses sur lui; votre recherche n'en est que plus méritoire, car c'est un personnage et c'est une recherche d'histoire.

Avec mes salutations dévouées,
 H. Aït Ahmed

H.A. H. Aït Ahmed
 c. P. 109
 2009 Pully (C.H.)